

## Turquie : la monnaie s'effondre, le régime

<https://www.contretemps.eu>

s'affaiblit

redaction

La chute de la livre turque a atteint fin novembre un niveau effrayant pour la population.

Plongée dans une crise monétaire depuis plus de trois ans, la Turquie a vu ainsi sa monnaie perdre plus de 85% de sa valeur face au dollar et 70 % face à l'euro depuis le début de 2021. Le salaire minimum net a chuté ainsi de 380 dollars à 206 dollars en l'espace seulement d'un an alors que les prix s'envolent face à l'inflation.

Le Président Erdogan cependant refuse catégoriquement – car c'est bien lui qui dirige la Banque Centrale qui a perdu toute autonomie – de changer sa politique monétaire et de relever les taux d'intérêts, ce qui permettrait de contenir l'inflation. Selon sa théorie en tant « qu'économiste » – tel qu'il se désigne – ce seraient les taux d'intérêts élevés qui seraient la raison de l'inflation. Mais comme ça ne fonctionne pas, Erdogan change régulièrement de personnel pour se soustraire à la responsabilité de la mauvaise gestion de l'économie. Depuis 2018 il a ainsi nommé 3 ministres du Trésor et des finances et 4 directeurs de la Banque Centrale. D'ailleurs le dernier, nommé la semaine dernière n'a aucune formation en économie.

La hausse des prix atteint cependant des proportions insoutenables, surtout pour les classes populaires, avec par exemple en trois ans 132% d'augmentation du prix de l'électricité et 95% pour le chauffage, de même que 85 % pour la farine seulement en 6 mois. Les médias dominés à 80% par le régime appellent à ne pas aller au supermarché le ventre vide et avec des enfants pour ne pas s'emporter lors des achats et la First Lady, à réduire les portions pour combattre la crise...

Mais la situation va très probablement empirer dramatiquement après le choc monétaire de fin novembre survenu à la suite d'une déclaration d'Erdogan qui annonçait une troisième baisse du taux d'intérêt directeur de 1% en moins de deux mois. S'il est question d'une montée quasi-quotidienne des prix, ce sont pour le moment des produits disponibles dans les stocks qui sont distribués sur le marché, donc la hausse des prix pour le moment reste surtout spéculative. Mais étant donné que l'économie turque dépend fortement de l'importation (40% des matières premières nécessaires à la production sont importés et donc payés en dollars), la chute de la monnaie va avoir un impact sévère sur la production dans les mois à venir.

Dénonçant encore une fois un présumé complot international contre la croissance économique de son pays, le Président Erdogan appelle maintenant en grande pompe à une « guerre de libération économique » qui se concrétise par la répression des manifestants et internautes qui réclament la démission du gouvernement et des élections anticipées.

L'effondrement de la monnaie survient alors qu'Erdogan, après 19 ans au pouvoir est au plus bas de sa popularité (qui reste quand même considérable avec 38%). Sa capacité à « produire le consentement » des classes populaires qui constituent le gros de sa base électorale se dégrade continuellement. Son parti est de plus en plus considéré par cette base même – et à juste titre – comme un foyer d'arrivistes et de carriéristes qui n'ont d'autres ambitions que d'accaparer les richesses du pays à travers les multiples postes qu'ils occupent dans l'appareil administratif plongé dans une corruption systématique. Le niveau de corruption et d'interpénétration du régime avec le monde du crime organisé (du trafic international de drogue au blanchiment d'argent) a notamment été dévoilé par les aveux d'un des principaux parrains de la mafia turque ultranationaliste.

Le bloc de l'opposition constitué de six partis, allant du centre-gauche laïciste à la droite conservatrice, de l'extrême-droite séculaire aux islamistes, appelle aussi à des élections anticipées (les présidentielles et législatives étant normalement prévues pour 2023). Ces

~~partis se sont mis d'accord, en cas d'une victoire qui semble assurée au niveau des~~  
pourcentages de vote – si le clan d'Erdogan ne résiste pas à lâcher le pouvoir – à abandonner le système hyper-présidentialiste autocratique en vigueur pour un « régime parlementaire renforcé » qui permettrait une représentation plus équitable des sensibilités politiques à l'Assemblée nationale et assurerait l'indépendance de l'appareil judiciaire qui est pour le moment inféodé à Erdogan et son bloc islamiste et fasciste.

L'arrivée au pouvoir du bloc de l'opposition soutenue par la grande bourgeoisie permettra très probablement une relative démocratisation du régime et des avancées concernant les droits et les libertés politiques. Et c'est pour cela que la gauche radicale et le mouvement kurde soutiendront sans doute le candidat qui se trouvera face à Erdogan lors d'un second tour des présidentielles. Car sans renverser Erdogan aucun changement ne sera possible.

Mais le renversement du Réis ne suffira pas tout seul. Il va falloir que l'opposition soit bien résolue à extirper les partisans d'Erdogan de toutes les sphères de l'appareil d'État. Parmi les différentes personnalités politiques qui pourraient se présenter face à Erdogan et l'emporter (comme les maires d'Istanbul et d'Ankara) c'est Kemal Kilicdaroglu, leader du Parti Républicain du Peuple (CHP) – premier parti d'opposition –, qui malgré le fait qu'il n'arrive pas en tête des sondages, se prépare le plus ostensiblement à relever le défi. Il a ainsi appelé la bureaucratie, le personnel administratif à arrêter de servir un « régime mafieux » :

« Vous êtes des honorables fonctionnaires de cet État et non de la famille Erdogan » a-t-il déclaré sur son compte twitter pour ensuite donner la date limite du 17 octobre après laquelle ces derniers seraient considérés (dans la période post Erdogan) comme totalement « responsables du soutien donné aux demandes illégales du régime ».

Kilicdaroglu a aussi appelé, de façon tout à fait inattendue à la réconciliation de la société en promettant pour sa part de reconnaître les erreurs de son parti et de rendre justice aux diverses victimes dans l'histoire de la république turque quel que soit le pouvoir en place, des kurdes victimes de tortures et de bombardements, aux minorité chrétiennes et juives soumises à des pogrom et au travail forcé, aux Alévis tant de fois massacrés, aux centaines d'ouvriers morts dans les mines, aux jeunes étudiantes forcées à enlever leurs voiles entrant dans les facs.... Cela a été un tournant inattendu de la part du leader d'un parti où le nationalisme républicain est le code dominant.

Toutefois dans le contexte d'une « restauration » de l'État et du capitalisme turc, les conséquences de ce changement de régime seront probablement très limitées du point de vue des intérêts de la classe travailleuse et des opprimé-es, notamment du peuple kurde. Ainsi, en dehors de ces deux blocs de la politique bourgeoise, il est fort possible que se constitue un troisième bloc fondé sur une alliance du parti de gauche issu du mouvement kurde (HDP) avec d'autres partis de la gauche révolutionnaire, notamment le Parti Ouvrier de Turquie (TIP).

Issu d'une scission de gauche du PC turc, TIP se réclame ouvertement du socialisme (révolutionnaire). Il s'appuie notamment sur ses quatre députés combatifs au parlement et leurs interventions dans les luttes, pour attirer la sympathie de divers secteurs des classes populaires (métallos, travailleurs agricoles...) et pas seulement dans les métropoles où la gauche radicale recrute habituellement. À l'encontre de certains courants de gauche

## Turquie : la monnaie s'effondre, le régime

<https://www.contretemps.eu>

s'affaiblit

redaction

(teintés de nationalisme), qui visent à construire un bloc sans le HDP, TIP appelle à une alliance avec ce dernier où chaque parti se présenterai sous son propre drapeau (cela est possible électoralement).

Cependant, ainsi que l'affirme Yenyol, la section turque de la Quatrième internationale, ce bloc ne doit pas se limiter au scrutin mais œuvrer sur des positions anticapitalistes à une reconstruction unitaire de la gauche radicale, visant à s'enraciner dans un mouvement ouvrier en pleine ébullition.